

Déclaration de 98 détenus politiques à l'occasion du 1er mai 1980

« Cette année, nous célébrons la fête du premier mai dans une conjoncture qui se caractérise essentiellement par un grand développement des luttes des masses laborieuses marocaines — grèves de longue haleine à travers tout le pays et dans tous les secteurs — face à la hausse vertigineuse des prix, la diminution des emplois et du pouvoir d'achat, la fermeture des usines et les licenciements, la spoliation des terres des paysans, ainsi que les nombreux autres problèmes qui découlent de la politique d'exploitation et de répression et de la crise économique que connaît le régime capitaliste dépendant dans notre pays.

Devant cette recrudescence de la lutte populaire, l'appareil gouvernemental a eu recours au terrorisme, aux arrestations arbitraires, à la torture physique la plus sauvage, et aux licenciements collectifs.

Ainsi des centaines d'ouvriers et de travailleurs des secteurs de la santé et de l'enseignement ont été expulsés arbitrairement de leur travail, et des centaines de militants syndicalistes et de paysans qui défendaient leur terre ont été jetés dans les prisons et jugés selon des lois héritées du colonialisme.

Les vagues de répression que connaît notre pays ces dernières années constituent une atteinte flagrante aux libertés démocratiques et aux droits du peuple. Même le droit de grève est constamment violé par le pouvoir qui est allé jusqu'à élaborer des projets de lois qui visent à légaliser ces violations. Dans certains secteurs (comme celui de l'eau et de l'électricité) il a eu recours à des lois spéciales de « travail obligatoire » visant à priver les masses laborieuses des moyens pour défendre leurs droits les plus élémentaires.

Mais notre classe ouvrière, qui subit la double exploitation impérialiste et locale, est à même de consolider son unité militante afin d'arracher ses droits légitimes, de préserver ses acquis, et d'imposer le respect de ses droits syndicaux, et en particulier le droit de grève.

Les travailleurs immigrés — dont l'expatriation n'est qu'un résultat de la politique de paupérisation imposée à notre pays — subissent de leur côté diverses formes de racisme, d'exploitation et de répression, comme en témoignent les dernières lois sur l'immigration en Europe. La lutte que mène la classe ouvrière immigrée constitue un prolongement de la lutte de la classe ouvrière à l'intérieur de notre pays; c'est en même temps une expression des liens de solidarité qui unissent la classe ouvrière marocaine à l'ensemble du prolétariat mondial et ses forces démocratiques et révolutionnaires.

Nous les détenus politiques, signataires de la présente déclaration, au moment où nous célébrons la fête de la classe ouvrière, nous voulons affirmer notre solidarité militante et notre soutien aux luttes héroïques que mènent des milliers d'ouvriers, de paysans et de travailleurs pour arracher leur droit à la liberté et à la dignité. Nous joignons notre voix à celle de la classe ouvrière et de toutes les forces démocratiques dans leur lutte pour imposer le respect des libertés démocratiques, politiques et syndicales, et imposer la libération de tous les détenus politiques et syndicaux, le retour des militants exilés à leur patrie, la cessation des poursuites à l'encontre des militants de la classe ouvrière et des représentants syndicaux, le respect du droit de grève et des droits syndicaux, ainsi que la réintégration de tous les travailleurs expulsés.

Nous lançons un appel pressant à toutes les forces démocratiques et révolutionnaires et à l'ensemble de notre peuple, afin d'approfondir la lutte contre la politique de répression et d'exploitation poursuivie par le pouvoir et contrecarrer toutes les pratiques et les plans visant à priver l'ensemble des couches populaires de l'exercice de leurs droits démocratiques; lutte ouvrant la voie vers la construction d'une société où seraient abolies l'exploitation et la répression ».

98 détenus politiques
prison de Kénitra